



# STATUTS DE L'ASBL

## *Contrat de Rivière Sambre & Affluents*

*Nouvelle version approuvée par l'Assemblée Générale du 25 septembre 2019*

### Table des matières

TITRE I .....	2
DENOMINATION - SIEGE SOCIAL .....	2
TITRE II .....	3
BUT .....	3
TITRE III .....	4
MEMBRES .....	4
Section I .....	4
Section II .....	4
TITRE IV .....	5
COTISATIONS .....	5
TITRE V .....	6
COMITE DE RIVIERE .....	6
TITRE VI .....	9
CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	9
TITRE VII .....	11
COORDINATEUR DU CONTRAT DE RIVIERE .....	11
TITRE VIII .....	12
DISPOSITIONS DIVERSES .....	12

*Nouvelle version approuvée par l'Assemblée Générale du 25 septembre 2019*

L'association sans but lucratif qui fait l'objet des présents statuts a été constituée le 21 juin 2010 par les fondateurs dont la liste est reprise en annexe, sous l'immatriculation à la Banque carrefour des entreprises N° 830.804.802.

Les membres effectifs de l'association à ce jour, dont la liste figure en annexe, ont procédé à la modification coordonnée des statuts de ladite association, conformément aux dispositions nouvelles du Code des sociétés et associations, ce de la manière suivante :

## TITRE I

### DENOMINATION - SIEGE SOCIAL

**Art.1** - L'association est dénommée : ASBL Contrat de Rivière Sambre & Affluents .

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant des associations sans but lucratif mentionnent la dénomination de l'association, précédée ou suivie immédiatement des mots « association sans but lucratif » ou du sigle « ASBL », ainsi que de l'adresse du siège de l'association.

**Art.2** – Le siège social de l'association est établi dans la Région de CHARLEROI, et dépend du ressort judiciaire du Hainaut, division de CHARLEROI. Toute modification du siège social doit faire l'objet d'une décision du Comité de Rivière, adoptée conformément à l'article 18 des présents statuts. Elle doit être publiée sans délai aux annexes du Moniteur belge.

## TITRE II

### BUT

**Art.3** – D’une manière générale, l’association a pour but d’informer et de sensibiliser de manière intégrée, globale et concertée, tous les acteurs du cycle de l’eau dans le sous-bassin hydrographique de la Sambre et d’organiser le dialogue entre l’ensemble de ses membres en vue d’établir un protocole d’accord (article D.32., § 3 du Code de l’Eau en Région Wallonne).

Ce protocole d’accord contribue à atteindre les objectifs environnementaux établis aux articles D.1<sup>er</sup> et D.22 du Code de l’Eau en engageant ses signataires, chacun dans le cadre de ses responsabilités, à atteindre des objectifs déterminés.

En particulier, l’association a pour mission (article R.48 du Code de l’Eau) :

- 1°. d’organiser et de tenir à jour un inventaire de terrain ;
- 2°. de contribuer à faire connaître les objectifs visés aux articles D.1<sup>er</sup> et D.22 du Code de l’Eau et de participer à la réalisation de ces objectifs ;
- 3°. de contribuer à la mise en œuvre des plans de gestion par bassin hydrographique ;
- 4°. de favoriser la détermination d’actions par les groupes de travail visés à l’article R.52, § 2 ;
- 5°. de participer à la consultation du public organisée dans le cadre de l’élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion par bassins hydrographiques et visées aux articles D.1<sup>er</sup> et D.22 ;
- 6°. d’assurer l’information et la sensibilisation des acteurs locaux et de la population qui réside dans les limites géographiques du Contrat de Rivière , notamment par le biais d’événements et de publications ;
- 7°. de contribuer, en vue d’une gestion intégrée du cycle de l’eau, à la réalisation d’outils spécifiques selon la méthodologie mise en place par la Région wallonne, tels le registre des zones protégées visé à l’article D.18, l’agenda 21 local, les plans communaux d’environnement et de gestion de la nature visés à l’article D.48 du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l’environnement, le Plan de Prévention et de Lutte contre les Inondations et leurs Effets sur les Sinistrés (plan P.L.U.I.E.S.) adopté par le Gouvernement wallon le 9 janvier 2003, le régime de gestion active prévu par l’article 26 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;
- 8°. d’assurer le suivi des actions visées dans le protocole d’accord.

L’association peut également se voir confier des missions techniques par le Gouvernement wallon (art. D.32, § 3, al. 3 du Code de l’Eau).

Elle peut accomplir tous les actes se rapportant directement à son but. Elle peut notamment prêter son concours et s’intéresser à toute activité similaire à son but.

## TITRE III

### MEMBRES

#### Section I

##### *Admission*

**Art.4** - Le nombre de membres ne peut être inférieur à six.

**Art.5** – Peuvent être admises en qualité de membres toutes personnes, physiques ou morales, de droit public ou privé, appartenant à l'un des trois groupes visés à l'article D.32, §1<sup>er</sup> du Code de l'Eau.

La candidature est soumise au Comité de Rivière, soit lors de l'une des assemblées générales semestrielles, soit lors d'une Assemblée Générale extraordinaire. La décision est adoptée à la majorité simple des voix présentes ou représentées. Elle est portée par courrier électronique ou par lettre missive à la connaissance du candidat.

A peine de nullité, la décision d'admission précise le groupe (visé à l'article D.32 du Code de l'Eau) dont fera partie le nouveau membre.

#### Section II

##### *Démission, exclusion*

**Art.6** - Tout membre de l'association est libre de se retirer de celle-ci en adressant sa démission au Conseil d'Administration.

Tout membre qui perd la qualité en fonction de laquelle il siège au sein du Comité de Rivière (par ex. : échevin ayant la gestion de l'eau dans ses attributions, représentant d'une association active dans le domaine environnemental, ...), cessera immédiatement de faire partie de l'association.

La qualité de membre est intransmissible et se perd par le décès.

**Art.7** - L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par le Comité de Rivière, à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées et après avoir entendu l'intéressé.

**Art.8** – Dans l'hypothèse visée à l'article 6, alinéa 2, la personne morale qui était représentée par le membre ayant perdu la qualité en vertu de laquelle il siégeait au Comité de Rivière est tenue de présenter, dans les meilleurs délais et au plus tard 15 jours avant la prochaine réunion du Comité de Rivière, un candidat remplaçant.

**Art.9** - Le membre démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social.

*Nouvelle version approuvée par l'Assemblée Générale du 25 septembre 2019*

**Art.10** – Le Conseil d'Administration tient au siège de l'association un registre des membres. Ce registre reprend les noms, prénoms et domicile des membres, ou lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la forme juridique et l'adresse du siège social. En outre, toutes les décisions d'admission, de démission ou d'exclusion des membres sont inscrites dans ce registre par les soins du Conseil d'Administration endéans les huit jours de la connaissance que le conseil a eue de la décision. Tous les membres peuvent consulter au siège de l'association le registre des membres.

## TITRE IV

### COTISATIONS

**Art.11** - Les membres ne sont astreints à aucun droit d'entrée, ni au paiement d'aucune cotisation. Ils apportent à l'association le concours actif de leurs capacités et de leur dévouement.

## TITRE V

### COMITE DE RIVIERE

**Art.12** - L'Assemblée Générale porte le nom de Comité de Rivière (art. R.45., 3° du Code de l'Eau). Elle est composée de tous les membres.

**Art.13** - Le Comité de Rivière possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

Sont notamment réservés à sa compétence, conformément à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008:

- 1°. la désignation du Coordinateur du Contrat de Rivière visés à l'article R.49,§2;
- 2°. la constitution des groupes de travail, visés à l'article R.52, § 2 ;
- 3°. la désignation de la partie du réseau hydrographique qui doit être inventoriée R.52,§3;
- 4°. l'approbation de l'identification et la hiérarchisation des données prioritaires inventoriées R.52,§3;
- 5°. la désignation de bénévole(s) ou d'expert(s) R.52,§3;
- 6°. l'approbation du protocole d'accord, visé à la Section 7 de l'Arrêté ;
- 7°. l'approbation du rapport annuel d'activité, visé à l'article R.54, § 1<sup>er</sup> ;
- 8°. l'approbation du projet de reconduction du protocole d'accord, visé à l'article R.54, § 2 ;

Sont également réservées à sa compétence, conformément au code des sociétés et associations :

- 1°. la modification des statuts;
- 2°. la nomination et la révocation des administrateurs;
- 3°. la nomination et la révocation des commissaires et la fixation de leur rémunération dans les cas où une rémunération est attribuée;
- 4°. la décharge à octroyer aux administrateurs et aux commissaires;
- 5°. l'approbation des budgets et des comptes;
- 6°. la dissolution de l'association;
- 7°. l'exclusion d'un membre;

**Art.14** – Le Comité de Rivière se réunit au moins deux fois l'an. La première réunion semestrielle se tient dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année civile, et la seconde réunion dans le courant du 3<sup>ème</sup> trimestre de la même année.

Le Comité de Rivière peut en outre être réuni en assemblée extraordinaire à tout moment, par décision du Conseil d'Administration, et notamment à la demande d'un cinquième au moins des membres. Chaque réunion se tiendra aux jour, heure et lieu mentionnés dans la convocation.

Tous les membres doivent y être convoqués.

*Nouvelle version approuvée par l'Assemblée Générale du 25 septembre 2019*

**Art.15** – Le Comité de Rivière est convoqué par le Conseil d'Administration par courrier électronique ou lettre ordinaire adressée au moins huit jours avant l'assemblée, et signée par le secrétaire, au nom du Conseil d'Administration.

L'ordre du jour est mentionné dans la convocation. Toute proposition signée par un vingtième des membres doit être portée à l'ordre du jour.

**Art.16** - Chaque membre a le droit d'assister à l'assemblée. Il peut se faire représenter par un mandataire, membre ou non de l'association. Chaque participant ne peut être titulaire que d'une procuration. Cette procuration peut être valable pour une ou plusieurs réunions du Comité de Rivière.

**Art.17** – Le Comité de Rivière est présidé par le Président du Conseil d'Administration et à défaut, par l'administrateur présent le plus âgé.

**Art.18** – Le Comité de Rivière cherchera, en toutes circonstances, à adopter ses décisions de façon consensuelle.

Dans l'hypothèse où il serait néanmoins nécessaire de recourir au vote, les règles suivantes seront appliquées :

a) quorum de présence :

Le Comité de Rivière ne peut valablement délibérer que si l'assemblée comprend les trois groupes et réunit au moins la moitié des membres, qu'ils soient présents ou représentés.

Si la moitié des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. La seconde réunion ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion.

b) quorum de vote :

Afin de respecter la règle de parité prévue à l'article D.32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 du Code de l'Eau, chaque groupe visé par cette disposition dispose d'un nombre égal de voix, équivalant au nombre de membres du groupe le moins nombreux.

Les votes émis seront d'abord comptabilisés au sein de chaque groupe, où chaque membre disposera d'une voix. Ensuite, les suffrages exprimés au sein de chaque groupe seront divisés par le nombre de membres du groupe concerné, puis multipliés par le nombre de membres du groupe le moins nombreux.

Les trois résultats ainsi obtenus seront alors additionnés, et le total sera comparé au nombre total de voix, c'est-à-dire le nombre de membres du groupe le moins nombreux multiplié par trois.

*Nouvelle version approuvée par l'Assemblée Générale du 25 septembre 2019*

Les résolutions sont adoptées si elles ont recueilli la majorité simple des voix présentes ou représentées, calculée conformément aux alinéas précédents, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

**Art.19** – Le Comité de Rivière ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association et sur la modification des statuts que si les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés (quorum de présence).

Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés (quorum de vote).

Toutefois, la modification qui porte sur le but en vue duquel l'association est constituée (art. 3 des statuts), ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés (quorum de vote). L'objet social devra en toute hypothèse demeurer conforme au Code de l'Eau, et singulièrement à l'article R.46, alinéa 1<sup>er</sup>.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, et adopter les modifications aux majorités prévues à l'alinéa 2 ou à l'alinéa 3. La seconde réunion ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion.

**Art.20** - Les décisions de l'Assemblée Générale sont consignées dans un registre de procès-verbaux signés par le Président et un administrateur. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres, ainsi que les tiers intéressés, peuvent en prendre connaissance mais sans déplacement du registre.

Un extrait de ces procès-verbaux sera envoyé à chaque membre de l'association, dans le mois qui suit la réunion du Comité de Rivière.

Toutes modifications aux statuts sont déposées au greffe sans délai et publiées par extraits aux annexes du Moniteur comme dit à l'article 26novies de la loi du 27 juin 1921. Il en va de même pour tous les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonction des administrateurs et, le cas échéant, des commissaires.



## TITRE VI

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Art.21** – Le Conseil d'Administration gère les affaires de l'association et la représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi au Comité de Rivière sont de la compétence du Conseil d'Administration.

**Art.22** - Le Conseil d'Administration est composé de quatre personnes au moins, nommées par le Comité de Rivière pour un terme de 3 ans, et en tout temps révocables par lui.

Le Coordinateur du Contrat de Rivière excepté, le nombre d'administrateurs doit toujours être un multiple de trois, de sorte que chacun des trois groupes visés à l'article D.32, § 1<sup>er</sup> du Code de l'Eau dispose d'un nombre égal d'administrateurs.

En cas de vacance au cours d'un mandat, un administrateur provisoire est nommé par le Comité de Rivière. Il achève dans ce cas le mandat de l'administrateur qu'il remplace. La désignation de l'administrateur provisoire devra se faire dans le respect de la règle de parité prévue à l'alinéa 2.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

**Art.23** - Le conseil désigne parmi ses membres un Président, éventuellement un Vice-Président, un Trésorier et un Secrétaire.

La présidence du Conseil d'Administration ne peut être confiée au Coordinateur du Contrat de Rivière, visé au TITRE VII.

En cas d'empêchement du Président, ses fonctions sont assumées par le Vice-Président ou le plus âgé des administrateurs présents.

**Art.24** - Le conseil se réunit sur convocation du Président et/ou du secrétaire. Il forme un collège et ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix : quand il y a parité de voix, celle du Président ou de son remplaçant est prépondérante. Elles sont consignées sous forme de procès-verbaux, signés par le Président et le Secrétaire et inscrites dans un registre spécial, qui peut être consulté au siège de l'association par tous les membres.

**Art.25** - Le Conseil d'Administration délègue la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la signature afférente à cette gestion, au Coordinateur du Contrat de Rivière qui sera désigné conformément à l'article R.49 du Code de l'Eau.

*Nouvelle version approuvée par l'Assemblée Générale du 25 septembre 2019*

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes déléguées à la gestion journalière sont déposés au greffe sans délai et publiés par extraits aux annexes du Moniteur belge comme dit à l'article 26novies de la loi du 27 juin 1921.

**Art.26** - Deux administrateurs agissant conjointement signent valablement les actes régulièrement décidés par le conseil. Ils n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers.

**Art.27** - Les administrateurs, les personnes déléguées à la gestion journalière, ainsi que les personnes habilitées à représenter l'association ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Celui-ci est exercé à titre gratuit. Néanmoins, le Comité de Rivière pourra, le cas échéant, allouer annuellement aux administrateurs un dédommagement de leurs frais.

**Art.28** - Le Secrétaire, et en son absence, le Président est habilité à accepter à titre provisoire ou définitif les libéralités faites à l'association et à accomplir toutes les formalités nécessaires à leur acquisition (article 16 de la loi du 27 juin 1921).

## TITRE VII

### COORDINATEUR DU CONTRAT DE RIVIERE

**Art. 29** – Les missions du Coordinateur du Contrat de Rivière sont définies par l'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008, et en particulier par l'article R.50 du Code de l'Eau. Outre la gestion journalière de l'association, elles comprennent notamment : la réalisation de l'inventaire de terrain, la participation du Contrat de Rivière aux actions dans lesquelles il est partenaire, la coordination et le suivi des actions menées au sein du Contrat de Rivière, l'information des membres de l'état d'avancement de la réalisation de ces actions, la liaison et la favorisation du dialogue entre tous les membres du Contrat de Rivière, ...

Le Coordinateur est désigné par le Comité de Rivière, conformément à l'article R.49. du Code de l'Eau.

Il est engagé dans les liens d'un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978.

Simultanément à son engagement, le Coordinateur du Contrat de Rivière devient membre du Conseil d'Administration, au sein duquel il siège avec voix délibérative

Il est également convoqué aux réunions du Comité de Rivière, où il ne dispose cependant pas du droit de vote.

## TITRE VIII

### DISPOSITIONS DIVERSES

**Art.30** - Un règlement d'ordre intérieur pourra être adopté par le Comité de Rivière, sur présentation du Conseil d'Administration. Des modifications à ce règlement pourront être apportées par le Comité de Rivière, statuant à la majorité simple des membres présents ou représentés.

**Art.31** - L'exercice social commence le premier janvier pour se terminer le trente et un décembre.

**Art.32** - Le compte de l'exercice écoulé est soumis à l'approbation du Comité de Rivière, au cours de sa première réunion du 1<sup>er</sup> semestre, et le budget de l'exercice suivant est soumis à l'approbation du Comité de Rivière, au cours de sa réunion du second semestre.

Ils sont tenus et, le cas échéant, publiés conformément aux articles 3:47 et 2:9 du Code des sociétés et associations.

**Art.33** – Le cas échéant, et en tous les cas lorsque la loi l'exige, l'Assemblée Générale désigne un commissaire, choisi parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, chargé de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter un rapport annuel. Il est nommé pour quatre années et rééligible.

**Art.34** - En cas de dissolution de l'association, l'Assemblée Générale désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et indique l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Cette affectation doit obligatoirement être faite en faveur d'une fin désintéressée.

Toutes décisions relatives à la dissolution, aux conditions de la liquidation, à la nomination et à la cessation des fonctions du ou des liquidateur(s), à la clôture de la liquidation, ainsi qu'à l'affectation de l'actif net, sont déposées au greffe et publiées aux annexes du Moniteur comme dit à l'article 2:9 du Code des sociétés et associations.

**Art.35** - Tout ce qui n'est pas prévu explicitement aux présents statuts est réglé par le Code des sociétés et associations.

***Fait à Ransart le 21 juin 2010 en deux exemplaires.***

*Nouvelle version approuvée par l'Assemblée Générale du 25 septembre 2019*